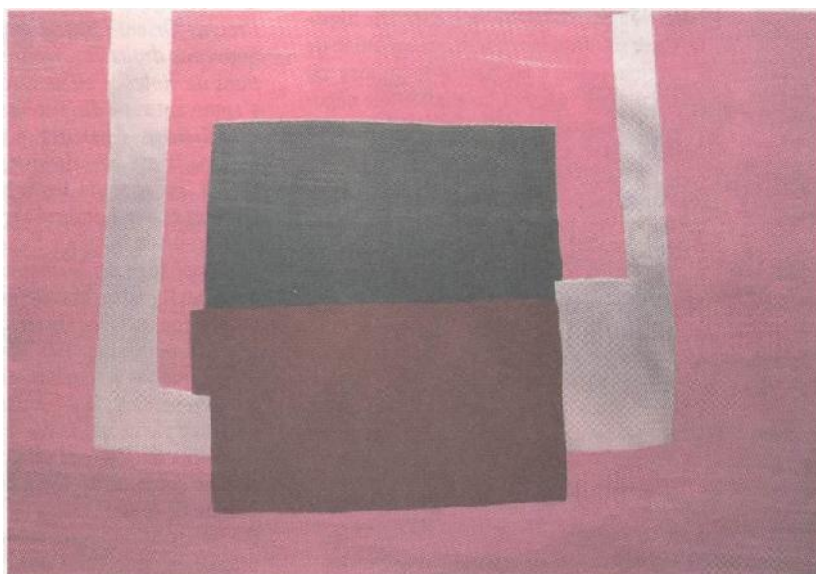


## ONDE DE CHOC DANS LE MONDE ARABE



AMEL BENNYS.- « Le Grand Oui », 2007

## Tunisie, les éclaireurs

*« L'âme arabe est brisée par la pauvreté et le chômage », a déclaré le secrétaire général de la Ligue arabe lors du sommet de Charm El-Cheikh (Egypte), le 19 janvier. On ne saurait mieux résumer la crainte des gouvernements de la région de voir la révolution tunisienne menacer leurs régimes (lire l'article ci-dessous et notre dossier pages 9 à 13).*

**PAR HICHAM BEN ABDALLAH EL ALAOUI \***

Un régime despotique qui avait tourné à la kleptocratie — système fondé sur le vol et la corruption — doublée d'une autocratie répressive est tombé. Le pouvoir était incarné par une famille ayant mis à sac la société tunisienne. L'immolation d'un jeune bachelier désespéré, vendant fruits et légumes sur son chariot ambulant, a lancé une révolte qui a eu raison de l'un des régimes les plus autoritaires du monde arabe. Pourtant, la région ne manque pas de dictatures.

Ce soulèvement héroïque d'un grand peuple a valeur d'exemple. Imprévisible, sans véritable leadership politique, la révolte a bénéficié de son caractère non structuré. L'eût-elle été davantage, le régime l'aurait probablement écrasée. Unis par la seule logique du ras-le-bol contre la dictature de M. Zine El-Abidine Ben Ali, les insurgés sont entrés via Internet dans un type de communication que le régime n'avait pas su anticiper (malgré le « mouvement vert » en Iran, maté en 2009 par la théocratie au pouvoir). En moins d'un mois, la révolte a réussi à renverser cette dictature qui fit de la Tunisie l'un des pays les plus verrouillés de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient pendant près d'un quart de siècle.

Les atouts d'un tel soulèvement constituent désormais sa principale faiblesse : absence de dirigeant, de programme politique ou de capacité à prendre en charge la société après le renversement du président honni. Le pays, qui compte l'une des populations les plus éduquées et sécularisées du monde arabe, a su éviter, jusqu'à présent, que les islamistes radicaux n'exercent une prééminence quelconque. Ce qui se profile ne semble pas fournir à ces derniers l'occasion de prendre le pouvoir par la violence. Par la suite, si une partie des islamistes (comme ceux qui se revendiquent de la Nahda [1]) acceptent de jouer le jeu démocratique, il importera de les intégrer dans le système politique, pour mieux marginaliser les islamistes radicaux.

Le sentiment d'incertitude palpable après la chute et la fuite de M. Ben Ali découle de l'absence d'une élite politique autonome capable d'assurer la relève du pouvoir et la transition vers un régime démocratique; ne subsistent alors que l'élite du régime déchu, des partis politiques embryonnaires et des syndicats ouvriers décapités. Si la peur du chaos, la confiance dans la capacité autogestionnaire de la société et le réalisme politique prévalent, des structures politiques pourraient émerger. La jeunesse servira d'atout à une société en quête de démocratie, qui a su sortir de la dictature sans subir d'irréparables dégâts humains.

A l'approche de la première élection fondatrice, les nouveaux dirigeants tableront-ils, une fois de plus, sur la peur de l'islamisme pour faire accepter aux gouvernements occidentaux une remise en cause de la souveraineté populaire? En mouvement, la rue fait peur aux nouveaux détenteurs du pouvoir. Par souci d'éviter des débordements violents au moins autant que pour préserver une partie du pouvoir du président déchu, le régime de transition pourrait chercher à préserver un certain statu quo. En organisant des élections dans un délai rapproché, il risque de renforcer le poids des élites délégitimées, lesquelles se regrouperaient pour usurper l'étiquette du renouveau

Le schéma est classique. On l'observe au début des années 1990 en Bulgarie et en Roumanie, où l'ancien régime opère la jonction avec les élites anciennes afin de ressusciter sous une apparence nouvelle. Le cas de l'Ukraine est plus parlant encore: la rupture est plus fondamentale (puisqu'un nouvel Etat apparaît), mais les anciens cadres politiques sont revenus aux affaires sitôt le tumulte apaisé. Le fil d'Ariane de toutes ces situations est que le peuple se mobilise contre des autorités détestées, dont la chute calme aussitôt la pression populaire. Voilà le problème central qui handicape toute transition là où la société civile est peu organisée.

Le soulèvement de janvier en Tunisie nourrit néanmoins l'espoir d'autres populations arabes. L'expérience de l'émancipation est contagieuse, à la fois en Algérie, en Egypte, en Jordanie, au Maroc, en Syrie, voire en Palestine. Un peu partout, de nouvelles générations, lassées des systèmes autoritaires, désespéraient de s'en affranchir. Mais, précisément *parce qu'elle* était imprévisible, l'expérience tunisienne ne saurait se reproduire à l'identique dans le reste du monde arabe.

En Tunisie, l'armée était relativement séparée des services de renseignement et de répression - police incluse. Souvent mal payés, à l'exception de la garde présidentielle, ces services savaient gérer des révoltes circonscrites, étouffant dans l'œuf les actes d'insoumission. Mais ils ignoraient comment venir à bout de révoltes peu organisées et étendues à des couches nombreuses.

### CÉDER UNE PARTIE DU POUVOIR POUR RÉSISTER

Différente de l'Algérie, où le despotisme est collégial - et non concentré entre les mains d'une seule personne -, mais semblable à l'Egypte, où le raïs focalise les haines et les rancœurs, l'autocratie tunisienne offrait une cible facile à la vindicte populaire. L'implication de la quasi-totalité de la famille Ben Ali dans le rapt du pays accentuait encore le phénomène. Les dictatures diffuses sont plus difficiles à déloger que celles qui offrent un visage précis au ressentiment populaire, comme avec le chah d'Iran ou Suharto en Indonésie, pour ne citer que ces exemples notoires. Par ailleurs, les coalitions oligarchiques disposent d'une base plus large que les dictatures personnalisées : elles sont par conséquent moins fragiles. Les systèmes autoritaires s'avèrent d'autant plus résistants qu'ils concèdent une partie du pouvoir au peuple et, surtout, à différents groupes d'intérêts. Comparés à la Tunisie, les pouvoirs marocain et algérien ont donné naissance à des réseaux beaucoup plus larges et complexes d'intérêts qui leur sont liés. Dans le cas de l'Algérie, la rente pétrolière agglomère un corps politique directement intéressé au maintien du régime.

Le système tunisien avait aussi pour particularité de transformer les consultations électorales en plébiscites funèbres (99,27 % des voix en 1989, 99,91 % en 1994, 99,45 % en 1999, 94,49 % en 2004, 89,62 % en 2009), ne laissant aucune issue à l'opposition. La scène politique était à proprement parler inexistante. Ce n'est pas le cas en Egypte, où le système électoral, assurément soumis à une fraude massive, demeure néanmoins un lieu de contestation et de confrontation. Par ailleurs, la presse n'y est pas aussi muselée qu'elle le fut en Tunisie.

En Algérie non plus, où au demeurant la rente pétrolière permet de surseoir à une radicalisation de la colère populaire, du moins tant que la hiérarchie militaire demeure à la fois unie, peu visible sur la scène politique et capable d'intégrer - en les soumettant - une partie des acteurs politiques qui acceptent le jeu de la cooptation. La sortie d'une guerre civile de plus d'une décennie a par ailleurs laissé l'Algérie exsangue et peu disposée à se soulever contre un régime qui a triomphé de l'islamisme radical au prix d'une centaine de milliers de morts.

Reste le Maroc où, jusqu'à présent, la rancœur populaire n'a pas pris pour cible la monarchie. Mais une jeunesse frustrée par l'absence de perspectives, par un jeu politique bloqué, par un appareil sécuritaire coercitif et par des réseaux clientélistes écrasants peut trouver motif à une révolte. Laquelle risquerait de se radicaliser, compte tenu de la complexité du pays. En effet les clivages ethniques y sont à la fois plus nombreux et plus profonds, avec un processus d'homogénéisation moins avancé.

## **DES MOUVEMENTS INÉLUCTABLES ENCORE DIFFICILES À IMAGINER**

Dans tous ces pays, un modèle de développement peu dynamique et profondément inégalitaire, marqué par le clientélisme dans l'appareil d'Etat, un quadrillage musclé de la population et l'absence d'ouverture de la scène politique font que les régimes sont souvent forts de la faiblesse de leur société civile. Mais que le moindre défaut se révèle dans leur cuirasse, qu'une partie de la contestation s'y engouffre, et l'effondrement menace.

Dans le cas tunisien, c'est précisément le caractère vermoulu d'un régime acculé et illégitime qui a cristallisé la révolte populaire. Un fruit mûr ne demandant qu'à tomber! Le pouvoir de M. Ben Ali passait pourtant pour l'un des plus solides et des plus stables de la région. La faille était invisible et ce qui allait se produire, impensable.

Les autres régimes ne sont pas aussi fragiles. Leur longévité en fait néanmoins des proies aisées pour des mouvements qu'on peine aujourd'hui à imaginer, mais qui paraîtront, a posteriori, aussi inéluctables que celui qui a mis le régime tunisien à genoux. La facilité avec laquelle la dictature de M. Ben Ali a succombé aux assauts des jeunes témoigne de l'incapacité des appareils de répression à venir à bout de mouvements surgis de nulle part, fulgurants.

Les disparités de développement entre les différentes régions du pays ont favorisé la révolte tunisienne. Des investissements importants ont été réalisés dans les zones côtières afin d'encourager le tourisme, mais les régions de l'intérieur ont été abandonnées à leur sort. C'est précisément là qu'a surgi le mouvement qui a emporté le régime. Dans d'autres pays arabes, cette disparité existe aussi certes, mais sous une autre forme une société dont le système politique est accaparé par un groupe fort restreint et sans légitimité ne saurait en effet se développer rationnellement sans l'autonomie d'une technocratie agissant à l'instar du modèle chinois. Or la plupart des pays arabes sacrifient leur technocratie sur l'autel de la corruption et de l'autoritarisme.

Trabendistes (*lire page 12 l'article de Kader A. Abderrahim*) et jeunes en désarroi, souvent diplômés, peuplent les rues où ils rasant les murs : des «hittistes » (2) ayant vocation à embrasser l'islamisme ou, simplement, des victimes d'un système qui ne leur laisse guère de chances de vivre dans la dignité? Soit leur désespoir s'exprime comme en Egypte ou en Algérie (mais, n'aboutissant pas à faire bouger les choses, il finit par mourir à petit feu), soit il existe à l'état de ressentiment contenu (comme en Jordanie et au Maroc). Souvent sans s'en apercevoir, les régimes fondent leur stabilité sur l'apathie d'une

société qui ne parvient même plus à se révolter. Le jour où la colère explose, elle n'en est que plus aveugle et violente.

Tant que le désespoir des jeunes ne parvient pas à s'accrocher à un fait susceptible de mettre le feu aux poudres, ces régimes demeurent indemnes. Mais le moindre « fait divers », comme l'immolation d'un jeune, peut suffire pour que la société entière s'aligne derrière la révolte, d'abord locale et régionale, et que le régime s'écroule dans la honte, à une vitesse qui défie l'entendement.

L'influence du mouvement tunisien sur le reste du monde arabe dépendra de sa capacité à démocratiser le pays. Si la démocratie s'organise, on assistera vraisemblablement à sa diffusion, en particulier au Maghreb. Les revendications populaires s'accroîtront avec, à la clé, l'exigence de pluralisme et de participation. S'il échoue, les régimes autoritaires s'en trouveront confortés, au désespoir des populations: la plupart des régimes arabes préfèrent sans doute la seconde option, même si elle entraîne le chaos.

On peut imaginer deux scénarios : soit les régimes arabes écoutent les revendications de leurs peuples et commencent à s'ouvrir politiquement; soit ils cherchent à tout prix à préserver leur pouvoir sans céder aux demandes de participation politique que les citoyens leur adressent.

### **CHOC FRONTAL, OUVERTURE OU RÉPRESSION**

Dans la première éventualité, le chemin sera parsemé d'embûches. Après plusieurs décennies de fermeture et de répression, les régimes arabes doivent en effet évoluer graduellement, pour éviter un choc frontal qui pourrait conduire à leur renversement. Compte tenu des espoirs déçus de la population, il faudrait que leur ouverture démocratique soit assez franche pour ne pas être perçue comme un leurre, et qu'elle soit assez progressive pour ne pas faire basculer le système politique dans les tourmentes révolutionnaires. Or le changement graduel ne peut s'accomplir qu'avec doigté et le concours d'une élite politique qui ne sacrifierait ni la stabilité ni l'urgence de la démocratisation. La capacité des régimes en place à solliciter une telle élite et à lui donner assez de pouvoir pour qu'elle accomplisse sa mission d'ouverture laisse sceptique.

Reste la solution de la fermeture politique. Instruits par ce qui s'est produit en Tunisie, les régimes autoritaires arabes cherchent à neutraliser les causes immédiates de la révolte, notamment en luttant contre la cherté des denrées de première nécessité (pain, sucre, viande, œufs, etc.). Puis ils s'emploient à accroître l'efficacité de leurs services de sécurité et de renseignement.

L'exemple tunisien montre qu'une défaillance est intervenue dans le système de communication, Internet servant de refuge aux opposants qui communiquaient via YouTube, Twitter, Facebook... Le système de répression tunisien a également souffert d'une mauvaise coopération entre ses divers niveaux (police, renseignements généraux et armée). S'inspirant alors du modèle iranien d'écrasement des mouvements sociaux, les

régimes arabes apprennent à filtrer Internet et à le mettre hors jeu en cas de besoin. Dans les cas extrêmes, ils expulsent ou assignent à résidence les journalistes étrangers. Sur le modèle de Bassidje (3), en Iran, ils tentent d'étouffer les révoltes urbaines en divisant les différents quartiers et en y établissant des têtes de pont susceptibles d'intervenir localement. Bref, on assisterait dans ce cas à une «modernisation» et à une « extension » des services de répression. Mais de tels remèdes ne prémunissent pas contre les nouveaux types d'action collective que peuvent inventer les prochains mouvements sociaux. Les solutions répressives ne serviront, au mieux, que sur le court terme.

Si le « mouvement vert » en Iran a bénéficié d'une sympathie importante en Occident, tel ne fut pas le cas du soulèvement tunisien. Celui-ci a même suscité des réactions à courte vue et totalement inappropriées. En particulier en France, pays qui, jusqu'au bout, est resté fidèle à la dictature de M. Ben Ali. Les autres capitales occidentales, dont Washington, ont soutenu les révoltés du bout des lèvres. Autant dire que l'Occident ne marque guère d'enthousiasme envers la démocratie dans le monde arabe, nonobstant une rhétorique quelquefois enflammée. Le mouvement tunisien pourrait être l'occasion de changer de comportement, notamment à Paris.

Dans le monde arabe, qui perçoit la collusion avec les dictatures comme la continuation de la colonisation et de l'impérialisme par d'autres voies, l'appui à la démocratisation est au contraire perçu comme un gage de respect pour des sociétés que répriment des régimes illégitimes.

Si, par peur de l'islamisme radical ou par intérêt, l'Occident s'obstine à ne pas aider ce type de mouvement démocratique, il pourrait, au moins, s'en tenir à une neutralité bienveillante.

**HICHAM BEN ABDALLAH EL ALAOUI.**

\* Membre du conseil consultatif de Human Rights Watch, chercheur au Freeman Spogli Institute for International Studies de l'université Stanford (Californie) ; il est par ailleurs cousin de Mohamed VI, roi du Maroc.

- (1) Mouvement de renaissance culturel et politique qui apparaît à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Il mêle volonté de réformer l'islam et de transformer la société. Lire Anne-Laure Dupont, «Nahda, la renaissance arabe», *Manière de voir*, n° 106, «L'émancipation dans l'histoire », août-septembre 2009.
- (2) « Hittiste » (de hitt, le mur en arabe) : chômeur adossé toute la journée à un mur.
- (3) les jeunes volontaires de l'Armée des pasdarans (corps des gardiens de la révolution islamique).